

En bref

Le dernier trimestre de 2021 est particulièrement ensoleillé. Si les températures minimales sont souvent inférieures à la normale, les maximales sont partout supérieures. La région est inégalement arrosée et novembre est particulièrement sec.

La tardive récolte de maïs et celle de tournesol donnent de très bon rendements. Les surfaces semées en céréales à paille sont proches de celles de 2021. Portées par le niveau élevé des prix, les surfaces de colza progressent de 22 %. Les cours des graines progressent : en blé et en maïs la demande est dynamique ; en colza les disponibilités sont limitées.

En fruits et légumes, le contexte est défavorable, marqué par une demande morose et des charges en constante progression. Les volumes disponibles sont souvent limités, toutefois même les produits d'hiver (mâche, poireau) font face à un marché dégradé. Les petits calibres de pommes, dominants cette saison, handicapent leur valorisation. Le marché est plus fluide pour les poires dont l'offre est faible du fait du gel de printemps et de l'alternance.

Les vendanges sont tardives et particulièrement faibles en région nantaise. Après une pause, les sorties de chais s'accroissent. Les cours globalement haussiers, s'envolent pour certaines appellations.

Au cours du quatrième trimestre 2021, les marchés français et européens sont toujours en manque de disponibilités en viandes bovines. Les diminutions de cheptels constatées depuis quelques années affectent de façon évidente les volumes de production. Dans ce contexte, les prix restent orientés à la hausse pour les gros bovins finis et pour certaines catégories de veaux de boucherie. Seuls les prix des brouillards et des veaux nourrissons connaissent des dynamiques moins favorables. Malgré des disponibilités en gros bovins limitées, les exportations françaises résistent globalement bien. Avec la reprise du secteur de la RHD, les importations augmentent. Le déficit commercial national se creuse, en volume et en valeur. Au cours de l'année 2021, la croissance des ventes au détail est restée forte par rapport à l'avant-pandémie, en particulier pour la viande hachée. Toutefois l'inflation commence à peser sur le pouvoir d'achat des ménages. Calculée par bilan, la consommation de viande bovine semble s'éroder très légèrement en 2021. Pour les éleveurs, la très forte inflation des charges de production (aliments et énergie notamment) est source d'inquiétude et restera un marqueur fort de l'année 2021.

A la faveur d'une offre et de flux maîtrisés, les cotations entrée abattoir 2021 des agneaux se révèlent supérieures aux valeurs habituelles tout au long de l'année pour, en toute fin d'année, franchir la barre historique des 8 €/kg. Le niveau des disponibilités en viande ovine française, historiquement faible, demeure préoccupant.

La filière porcine est en crise. Les cotations se stabilisent à la fin du trimestre à un niveau bas. Les coûts de l'alimentation augmentent. La marge brute des éleveurs diminue. La consommation reste peu dynamique et les exportations vers la Chine marquent le pas.

En 2021, les abattages régionaux de volailles progressent et retrouvent leur niveau de 2019. La hausse est portée par les poulets et les canards. Les indices du coût de l'aliment pour volailles progressent de plus de 25 %, pesant sur les coûts de production des éleveurs. Les cotations des œufs progressent en fin d'année, dans un marché dynamique. Abattages et consommation de lapin restent en repli.

Bilan 2021 du plan de relance en Pays de la Loire

En 2021, le volet agricole du plan de relance a permis de mobiliser directement pour les acteurs de la région plus de 50 M€, au bénéfice de près de 1 500 projets ligériens. Les projets les plus nombreux sont ceux relatifs à l'agro-équipement et semences avec 1 100 projets pour 16,5 M€. Les projets les plus conséquents en montants concernent la modernisation des abattoirs et la prise en compte du bien être animal dans ces abattoirs avec 13 projets pour 11,1 M€.

.../...

Sommaire

Contexte météorologique	p. 2	Productions végétales	p. 3	Conjoncture animale	p. 9
Industries agroalimentaires	p. 13				

L'appel à projets sur l'amélioration du bien-être animal dans les exploitations agricoles, mis en oeuvre dans le cadre du Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations (PCAE), a induit le dépôt de près de 400 dossiers. 203 dossiers ont déjà été engagés en 2021, les autres étant encore en instruction.

De même, la mesure 'Plantons de haies' est encore ouverte, et mobilise tous les acteurs professionnels et institutionnels pour accompagner l'animation nécessaire à l'émergence de projets ambitieux.

La forêt n'est pas oubliée avec 0,9 M€ déjà engagés pour le renouvellement des peuplements forestiers dégradés, la filière graines et plants et l'industrie aval.

Des politiques nouvelles ont pu être financées grâce au plan de relance : la lutte contre l'abandon d'animaux et la médecine vétérinaire solidaire (17 projets pour 0,9 M€), les jardins partagés en zone urbaine (0,6 M€ pour 76 dossiers). L'accompagnement de l'alimentation solidaire a pu être renforcé avec 40 projets financés pour 1,2 M€ d'aides.

Enfin, les territoires ont été accompagnés pour renforcer leur lien avec la production alimentaire locale : la couverture de notre région par les projets alimentaires territoriaux s'est nettement améliorée, confirmant le dynamisme territorial sur le sujet. Grâce à l'appel à projets sur les investissements liés aux projets alimentaires territoriaux, 60 projets ont pu être aidés pour 5,8 M€. 148 cantines scolaires rurales ont été accompagnées pour faciliter l'utilisation de production agricoles locales.

Le plan de relance a aussi permis, grâce à d'autres volets que le volet agricole, de mobiliser par exemple 20,7 M€ pour l'industrie agroalimentaire et 5 M€ pour l'industrie du bois, via les mesures 'Résilience' et 'Territoires d'industrie'.

Ce plan de relance prendra fin en 2022 avec la consommation totale des derniers crédits restant. Conçu sur une logique de reprise à très court terme de l'économie, il sera remplacé par le programme France 2030 qui a l'ambition, dans son objectif 6, d'accompagner les changements et adaptations inéluctables sur le long terme en vue d'une alimentation saine, durable et traçable.

Contexte météorologique

Octobre : inégalement arrosé, partout très ensoleillé

L'ensemble de la région n'a pas connu le même scénario en ce qui concerne la pluviométrie. Au nord d'une ligne St Jean-de-Monts (85) – Angers - Le Mans, il a beaucoup plu. Le total mensuel étant surtout alimenté par les pluies localement historiques du samedi 2. Au sud de cette ligne, le bilan du mois est souvent déficitaire, les pluies du 2 ayant été bien plus normales. L'autre élément notable de ce mois, c'est l'ensoleillement. Le record absolu pour un mois d'octobre est partout battu, et parfois assez largement. Tout cela avec des températures minimales qui sont souvent fraîches et au final déficitaires presque partout. Ce n'est pas le cas des maximales qui affichent un excédent partout grâce à une période de douceur à partir du 15. La première tempête de la saison passe dans la nuit du 20 au 21. «Aurore» est précédée d'un épisode de grande douceur grâce à un flux soutenu de sud.

Novembre : sec, froid et bien ensoleillé

Toute la région présente un déficit pluviométrique conséquent. Les jours pluvieux sont peu nombreux ; ils se concentrent en début et fin de mois lors des quelques passages perturbés qui touchent les Pays-de-la-Loire. L'essentiel des précipitations est recueilli sur 2 jours : les 2 et 21, seules journées où des cumuls dépassent les 10 millimètres. Les déficits grimpent à plus de 80 % sur certains points de mesure sarthois ! Du côté des thermomètres, ce mois de novembre est froid. En effet les températures sont partout inférieures aux normales, et ce tant pour les minimales que pour les maximales. Les écarts souvent proches de 1 degré sur les températures de l'après-midi, dépassent régulièrement 2 degrés sur celles du matin. Certains points de mesures mayennais et sarthois comptent plus de 12 journées de gel, ce chiffre culmine à Evron (53) avec jusqu'à 15 jours de gelées. Le soleil tire son épingle du jeu en présentant sur l'ensemble des héliographes ligériens des excédents importants, allant jusqu'à près de 60 % au Mans. Les conditions anticycloniques dominatrices favorisent logiquement les vents de nord-est, ceux-ci soufflent assez fort et contribuent à accentuer la sensation de froid notamment du 22 au 25.

Décembre : un bon arrosage dans la douceur

Hormis une période sèche du 12 au 22, la région est bien arrosée, surtout en fin de mois. Les 100 mm sont dépassés en de nombreux secteurs et sur l'ensemble des postes ; seulement 2 affichent une valeur sous la normale. Les températures sont souvent douces, notamment à partir du 24 où des records sont approchés. Les îles mises à part, 3 à 7 matinées sont gélives, et sur le mois la moyenne des minimales est presque 2 °C au-dessus de la normale. La moyenne des maximales est également supérieur à la normale. Du 14 au 23, il fait souvent froid, et même très froid le 22, sans dégel localement. Toutefois, les après-midis sont plutôt doux, surtout en fin de mois. L'ensoleillement est nettement excédentaire en Vendée mais insuffisant partout ailleurs, surtout en Sarthe et en Mayenne.

Tableau 1		Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours T>=25°C		Insolation (heures et minutes)	
		4 ^e trimestre 2021	Moyennes ou normales 1981-2010	4 ^e trimestre 2021		Moyennes ou normales 1981-2010		4 ^e trimestre 2021	Moyennes ou normales 1981-2010	4 ^e trimestre 2021	Moyennes ou Normales 1981-2010
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44	NANTES-BOUGUENAIS	271,6	279,4	5,6	13,6	6,2	13,1	8	6	399h18	280h06
49	BEAUCOUZE	228,4	211,6	5,6	13,1	5,8	12,5	7	13	369h24	269h42
53	LAVAL	262,9	227,1	5,4	12,4	6,0	12,6	9	11	346h18	254h06
72	LE MANS	216,9	198,9	4,9	13,1	5,3	12,2	10	17	340h48	253h36
85	LA ROCHE SUR YON	237,0	297,7	5,2	13,2	6,2	13,1	8	10	396h30	291h42

Source : SRISE à partir de données mensuelles issues de MétéoFrance et Météociel

Grandes Cultures

Très bons rendements en maïs

La récolte du maïs grain commence fin septembre et s'achève fin novembre. Ce démarrage tardif est dû au manque de chaleur en août qui ralentit la maturation des grains. La plupart des parcelles sont moissonnées durant la seconde quinzaine d'octobre, dans de bonnes conditions.

Les cultures d'été bénéficient pleinement des pluies estivales. Par rapport au rendement régional quinquennal, celui du maïs grain est supérieur de 17 quintaux et celui du tournesol est supérieur de 6 quintaux.

En maïs fourrage, le rendement régional est supérieur de 2,7 t à son rendement quinquennal. Cette année, les éleveurs enregistrent une récolte d'herbe correcte et une très bonne récolte de maïs fourrage : des surfaces initialement prévues en maïs fourrage sont finalement récoltées en maïs grain.

Pour la récolte 2021, hormis pour les protéagineux qui ont pâti de l'humidité en fin de cycle, les Pays de la Loire enregistrent de bons rendements.

Bonne implantation des cultures d'hiver

La plupart des semis de céréales à paille sont réalisés en octobre, dans de bonnes conditions. La douceur des températures favorise leur levée rapide et homogène, ainsi qu'une bonne implantation des cultures avec un tallage dense. Les derniers semis effectués en novembre le sont après des maïs récoltés tardivement. Du fait de la fraîcheur, leur levée est plus lente ; par ailleurs, les pluies abondantes de fin décembre ont pu

Tableau 2 - Prévisions de récolte en Pays de la Loire au 1^{er} janvier 2022 - récolte 2021 -

Cultures	Surface (ha)	Evolution 2021/2020	Rendement (q/ha)	Evolution 2021/2020	Production (1000 q)	Évolution 2021/2020
Céréales : 721 700 ha dont						
Blé tendre	379 890	25%	71	27%	26 972	58%
Orge d'hiver	63 370	5%	70	43%	4 436	50%
Orge de printemps	7 200	-72%	59	40%	425	-60%
Triticale	36 780	47%	60	33%	2 207	97%
Blé dur	25 790	30%	63	21%	1 625	57%
Avoine	5 750	13%	61	61%	351	82%
Maïs grain *	154 860	-3%	100	27%	14 819	18%
Oléoprotéagineux : 131 830 ha dont						
Colza	66 760	-7%	36	33%	2 403	24%
Tournesol	40 720	-21%	30	25%	1 222	-1%
Pois protéagineux purs	4 970	-23%	34	17%	169	-10%
Maïs fourrage	213 930	-19%	142	22%	30 378	-1%

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

* **Maïs grain** : dont environ 13 600 ha de maïs grain humide ; évolution de la surface globale grain + fourrage : - 13 %

Tableau 3 - Évolution des surfaces au 1^{er} janvier 2022 en Pays de la Loire

Cultures	Surface (ha)	Evolution 2022/2021
Céréales à paille		
Blé tendre	373 900	- 2 %
Orge d'hiver	69 900	+ 10 %
Triticale	36 300	- 1 %
Blé dur	26 700	+ 3 %
Avoine	6 000	+ 4 %
Oléoprotéagineux		
Colza	81 200	+ 22 %

Sources : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

impacter les parcelles en sol battant.

Fin décembre, l'état des colzas est satisfaisant.

Par rapport à la récolte 2021, la sole régionale en céréales à paille de la récolte 2022 évolue peu. En revanche, celle en colza progresserait d'environ 14 000 ha (+ 22 %) : le niveau élevé du cours du colza lors des semis a incité les agriculteurs à en augmenter sensiblement la surface.

Nouvelle progression sensible des cours des graines, due en bonne partie à la très forte demande

Le cours du blé augmente sensiblement en octobre et en novembre ; il se replie en décembre. La demande mondiale en blé meunier est dynamique. En raison de la crise Covid, la souveraineté alimentaire est un objectif clairement affiché ; de plus, l'augmentation du cours du pétrole favorise l'économie des pays producteurs de pétrole et acheteurs importants de blé. Par ailleurs, les stocks des pays exportateurs de blé meunier sont au plus bas depuis neuf ans. Courant décembre, la demande mondiale en blé ralentit ; en outre, la perspective de récoltes abondantes de blé en Argentine et en Australie rassure les marchés.

Durant ce trimestre, le cours du maïs suit partiellement la tendance de celui du blé : progression en octobre et en novembre ; baisse en décembre. Le retard des récoltes de maïs en Europe, notamment en France, soutient le prix du maïs pendant la période de soudure entre les récoltes 2020 et 2021. De plus, la demande mondiale en maïs est importante notamment en Europe pour l'alimentation animale, en raison du prix élevé du blé.

Le cours du colza augmente fortement en octobre et en novembre, puis il

baisse légèrement en décembre. Le Canada, producteur et exportateur majeur de canola (variété de colza), enregistre une récolte en forte baisse et voit son disponible exportable de canola pratiquement divisé par deux. En outre, la hausse importante du cours du pétrole impacte celui des huiles végétales destinées à la production de biodiesel. En décembre, la perspective d'une bonne récolte de canola en Australie, exportateur également important de colza, détend le marché.

En décembre 2021 :

- le cours moyen du blé tendre rendu Rouen (283 €/t) est supérieur de 35 € (+ 14 %) à celui de septembre 2021 et de 78 € (+ 38 %) à celui de décembre 2020 ;
- celui du maïs rendu Bordeaux (239 €/t) est supérieur de 17 € (+ 7 %) à celui de septembre 2021 et de 70 € (+ 41 %) à celui de décembre 2020 ;
- celui du colza rendu Rouen (683 €/t) est supérieur de 79 € (+ 13 %) à celui de septembre 2021 et de 272 € (+ 66 %) à celui de décembre 2020.

Forte hausse des chargements portuaires régionaux

Au cours du premier semestre de la campagne 2021-2022, 781 000 t de graines de céréales et d'oléoprotéagineux sont chargées dans les quatre ports de la région :

294 000 t vers l'Union européenne et 487 000 t vers les pays tiers. À mi-campagne 2021-2022, le cumul du trafic portuaire régional est supérieur de 482 000 t (+161 %) à celui du premier semestre de la campagne 2020-2021, et de 259 000 t (+ 49 %) au trafic moyen à fin décembre pour la période 2016-2020. La récolte de blé tendre des Pays de la Loire progresse de près de 1 Mt en 2021, après avoir chuté de 1,3 Mt en 2020. Les chargements de blé tendre représentent, en moyenne quinquennale, 2016-2020 75 % du trafic portuaire régional. Au 31 décembre 2021, ils atteignent 539 000 t versus 198 000 t au 31 décembre 2020.

À mi-campagne 2021-2022, cinq destinations se détachent : le Portugal (avec 159 000 t chargés, dont 157 000 de blé tendre), l'Algérie (132 000 t de blé tendre), la Chine (116 000 t, dont 91 000 t d'orge), le Royaume-Uni (102 000 t dont 51 000 de blé tendre et 35 000 de maïs) et Cuba (91 000 t de blé tendre).

Pour les Pays de la Loire, la synthèse de la campagne 2020-2021 des chargements portuaires de grandes cultures est disponible sur le site internet de la DRAAF : draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr / [Données statistiques](#) / [Conjoncture mensuelle](#) / [Conjoncture grandes cultures](#).

Fruits et légumes

Fruits : marché fluide et prix records pour la faible récolte de poires. Les petits calibres de pommes pénalisent leur valorisation alors que la hausse des charges prend de plus en plus d'ampleur

La campagne de **poire** s'installe franchement en octobre. Le déficit de production est élevé du fait du gel de printemps. Les cours sont donc très vite à un niveau largement supérieur à la moyenne puis restent exceptionnellement stables. La saison de la Williams est rapide. Elle laisse la place à la Conférence puis à la Comice.

Bien que la récolte européenne soit également en baisse, les produits d'import arrivent tôt dans la saison, leur présence s'accroît au fur et à mesure de l'écoulement des stocks. Ils passent ainsi d'un complément de gamme axé sur les offres promotionnelles, à une part quasi majoritaire des volumes échangés en magasin. En novembre, le dynamisme du marché est essentiellement dû au manque d'offre face à une demande mesurée. Dès décembre, le marché se calme à l'instar de l'ensemble des fruits et légumes. Les acheteurs font davantage pression pour une baisse des cours, mais les expéditeurs

restent fermes sur les prix. En fin d'année, le commerce est ralenti par les congés alors que les petits calibres sont de plus en plus concurrencés par l'import, notamment en collectivité.

La récolte de **pommes** se poursuit et la gamme variétale est complète en novembre. Les variétés précoces sont pénalisées par des petits calibres : ils handicapent tout le début de saison. Ils sont moins bien valorisés et conduisent à un volume d'achat moins important. Le marché est concurrentiel tout le trimestre, avec des ventes en gros conditionnement pour écouler plus facilement la

marchandise. Dans l'ensemble, les fourchettes de cours sont larges et variables selon les qualités et les marchés GMS ou grossistes. Ces derniers sont à la peine, impactés par des ralentissements à chaque période de congés ou de tension sanitaire. Les acheteurs sont très prudents dans leurs commandes. Les ventes à l'export sont inégales. Vers le maritime, entre blocage des ports, disponibilité des conteneurs, concurrence accrue des pays de l'Est, elles sont très difficiles. Vers l'Angleterre, le commerce est bon, axé sur Gala et les variétés clubs. L'année se termine dans une ambiance très morose, avec une demande absente alors que les hausses de prix des charges pèsent de plus en plus fortement sur la filière.

Légumes de serres : fin de campagne plus sereine pour le concombre que pour la tomate

Vers la mi-octobre, la fin de la campagne du **concombre** se précise autant au niveau régional que national. Les lots s'écoulent aisément en l'absence de concurrence tarifaire européenne. En effet, les cours espagnols étant équivalents à ceux pratiqués sur l'Hexagone, la demande maintient sa préférence nationale qui est complétée avec l'origine ibérique. Ainsi, il est donc facile de revaloriser les derniers lots proposés.

Début octobre, les méventes de **tomates** conduisent à un décrochage des prix et 3 jours de crise conjoncturelle. Malgré la douceur du climat, la fréquentation du rayon primeur marque le pas et les consommateurs se tournent plus volontiers vers les produits d'automne. Le marché retrouve un certain équilibre avec le déclin de l'offre. En novembre, seules les cultures de contre-saison restent en lice.

En région nantaise, le commerce se concentre sur la mâche et le radis dont l'offre manque en fin d'année

La campagne de **mâche** se met lentement en place. Les disponibilités sont faibles mais suffisantes face à la morosité de la demande. Les conditions climatiques d'octobre favorisent le développement des maladies. La dégradation de la qualité de l'offre

entraîne des concessions tarifaires. Le commerce se fragilise en novembre, l'offre en hausse couvrant largement la demande. Le marché retrouve un certain équilibre en décembre à la faveur d'une décrue de l'offre du fait du froid. Les prix progressent, à l'approche des fêtes de fin d'année, toutefois ce mouvement haussier est freiné par la contractualisation omniprésente. En fin d'année, la faiblesse du disponible ne permet pas d'honorer tous les contrats.

En **radis**, les échanges marquent le pas à cette période de l'année. La production d'hiver est plus réduite. Début novembre, le niveau de l'offre est en phase avec la demande. Les prix, pour les marchandises de bonne tenue, sont soutenus. Puis, l'arrivée du froid et la diminution de la luminosité limitent la croissance végétative. Le disponible se réduit encore et comprend du second choix issu de production sous tunnels. En décembre, la réduction de l'offre facilite une revalorisation des cours.

La concurrence interrégionale et la morosité de la demande participent à l'instabilité du marché du poireau

En début de trimestre, le marché du poireau est dynamique du fait de nombreuses promotions. La fermeté des cours des cadrons nationaux et européens permet de réviser les prix à la hausse. Par la suite, la situation s'inverse, la concurrence s'installe et les prix chutent. Le commerce de début novembre retrouve un meilleur équilibre grâce à une combinaison de facteurs : les promotions, une météo automnale, les jours fériés et la fin des vacances scolaires. En seconde quinzaine de novembre, la situation se dégrade une nouvelle fois. Sans surprise, à l'approche de Noël, le poireau n'est plus une priorité d'achats, face aux préparatifs des fêtes de fin d'année. Les volumes expédiés sont limités, mais les prix sont réévalués. Par ailleurs, la douceur climatique impacte la qualité du poireau. En fin d'année et en prévision des ventes de début d'année, les transactions sont plus fortes avec des prix revus à la hausse, mais toujours inférieurs à la moyenne quinquennale et jugés insuffisants par la profession.

Allium : le marché de l'oignon jaune est calme, celui de l'échalote est en dents de scie celui de l'échalion progresse

En **oignons jaunes**, les promotions favorisent l'écoulement mais le marché reste mitigé et dans une ambiance tendue. La demande des grossistes est très réduite. Les vacances scolaires et le week-end de Toussaint incitent la clientèle à être très prudente. A l'approche du Black Friday, le consommateur se détourne des rayons frais. Quelques expéditeurs parviennent à maintenir des transactions grâce à des opérations promotionnelles dans certaines enseignes. Des tarifs bas sont pratiqués vers les marchés de gros car des opérateurs effectuent des dégagements de lots de qualité médiocre. A l'approche de Noël, la demande devient plus soutenue, toutefois, durant la semaine du jour de l'An, les ventes sont réduites malgré les quelques mises en avant.

En octobre, les ventes de **l'échalion** sont hétérogènes. Elles diminuent pendant les vacances scolaires et à l'approche du week-end de Toussaint. L'amplitude des prix se réduit et le cours moyen baisse. En novembre, l'écoulement reste satisfaisant avec des commandes constantes et un léger raffermissement des tarifs. Le marché est porteur. Pour terminer l'année et contrairement à décembre 2020, le commerce est soutenu. Durant ce trimestre des exports sont réalisés.

Au début du mois d'octobre, la demande en **échalote** semble un peu plus active avec une orientation des prix à la hausse. A l'approche du week-end de la Toussaint le commerce retombe, puis les prix stagnent durant trois semaines. Malgré des concessions tarifaires en Bretagne, le marché reste morose et cantonné à de faibles volumes en première quinzaine de décembre. Les mises en avant à l'approche des festivités apportent un regain d'activité avant un nouveau ralentissement avec la trêve des confiseurs. Les cours se raffermissent.

Viticulture

Vendanges 2021

Début octobre, la vendange est terminée en Loire-Atlantique. L'annonce de fortes pluies en début de mois accélère la récolte en Maine-et-Loire pour éviter le développement de pourritures.

Au final, la récolte 2021 est faible. Le rendement moyen atteint 25 hl/ha en Loire-Atlantique et 45hl/ha en Maine-et-Loire. Si les volumes de Cabernet d'Anjou et de Crémant de Loire sont proches de ceux de 2019, ceux de Saumur Champigny et autres AOP rouges ainsi que des blancs liquoreux sont faibles.

Pour la région, la récolte s'établit à 1 164 milliers d'hectolitres, dont 246 en Loire-Atlantique, 877 en Maine-et-Loire, 35,7 en Vendée et 4,9 en Sarthe.

Sorties de chais au 31/12/2021

Les vendanges ayant été plus tardives et moins généreuses que la campagne précédente, les sorties de chais prennent du retard en septembre, puis s'accroissent.

Au 31 décembre, le bilan des sorties de chais après 5 mois de campagne est hétérogène selon les appellations. Certaines présentent de l'avance par rapport à l'année précédente. Ainsi, les sorties de Muscadet affichent une hausse de 41 %, portée par les ventes au négoce (+ 81 %). Celles de Gros Plant également, mais dans de moindres proportions (+ 22 % dont 54 % du fait du négoce). Pour le Rosé d'Anjou, la hausse des sorties (+ 20 %) est essentiellement liée aux ventes directes (+ 35 %). Parmi les appellations en retard de sortie, le Cabernet d'Anjou (- 15 %) l'est autant du fait du recul des ventes directes que de celles du négoce. Pour le Crémant de Loire (- 12 %), c'est surtout le négoce (- 32 %) qui est à l'origine de ce recul.

Ventes au négoce au 31/12/2021

Côté marché, les prix moyens de campagne sont globalement à la hausse. Ils s'envolent pour les appellations nantaises de 23 à 55 % par rapport à la moyenne quinquennale de la même période. Les prix du Crémant de Loire et du Saumur fines bulles présentent une hausse de 10 %. En rosé, une augmentation de 4 % est constatée pour le Cabernet d'Anjou et de 8 % pour le Rosé d'Anjou. A contrario, le prix moyen de campagne du Saumur Champigny recule de 23 %.

Les volumes achetés par le négoce évoluent très diversement par rapport à la moyenne quinquennale : en hausse pour le Cabernet d'Anjou le Rosé d'Anjou et le Muscadet Sèvre et Maine, en baisse pour les autres Muscadet, le Crémant de Loire, le Saumur Champigny.

Tableau 4 : récolte viticole 2021

	Superficies en ha				Production en hl													REN-DE-MENT agronomique (hl/ha)
	AOP	IGP	VSIG	TOTAL	«AOP (vsi/vci compris)»	IGP Blanc	IGP Rouge	IGP Rosé	IGP	VSIG Blanc	VSIG Rouge	VSIG Rosé	VSIG	PRO-DUCTION commercialisable	PRODUC-TION non commercialisable*	RÉCOLTE TOTALE		
44	6 612	1 635	1 512	9 759	141 615	32 479	8 127	15 450	56 056	23 246	5 269	19 781	48 295	245 967	4 549	250 516	26	
49	17 239	1 107	1 329	19 675	794 191	26 451	6 105	6 382	38 938	19 145	11 015	13 842	44 001	877 131	15 014	892 145	45	
72	145	14	50	209	3 590	97	129	91	316	382	448	155	985	4 891	172	5 063	24	
85	442	296	149	887	16 951	4 814	3 233	4 862	12 909	2 523	1 597	1 705	5 825	35 684	1 044	36 728	41	
Total PdL	24 438	3 052	3 040	30 529	956 347	63 840	17 594	26 785	108 219	45 296	18 329	35 482	99 106	1 163 673	20 779	1 184 452	39	

*(jus de raisin, rebêches, dépassements de rendement)
Source : déclaration de récoltes 2021, douanes

Observatoire Economique du Val de Loire

Situation des Marchés au 31 décembre 2021

Achats du Négoce

	MOIS			CAMPAGNE				
	Volumes (hl) (1) <u>Tous produits</u>	Volumes (hl) <u>Vrac uniquement</u>	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Volumes (hl) (1) <u>Tous produits</u>	Evol des volumes totaux	Volumes (hl) <u>Vrac uniquement</u>	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Evol des prix du vrac
Muscadet AC	3 936	3 936	167,08 €	21 900	-50 %	17 350	156,38 €	79%
Muscadet Sèvre et Maine	1 517	1 517	168,60 €	10 156	168 %	9 863	165,98 €	48%
Muscadet Sèvre et Maine Sur lie	6 334	3 066	178,93 €	48 715	-12 %	13 822	181,35 €	28%
Gros plant	390	390	150,00 €	1 907	-27 %	1 905	143,06 €	82%
Gros plant Sur lie	103	103	NS	4 813	-29 %	807	135,76 €	31%
Anjou Blanc	146	68	NS	1 213	36 %	400	208,90 €	12%
Saumur Blanc	-	-	-	700	19 %	147	NS	-
Coteaux du Layon	1 309	1 211	344,90 €	4 458	-21 %	2 567	353,59 €	16%
Touraine Blanc	9 850	9 531	239,69 €	44 590	17 %	18 805	219,21 €	48%
Vouvray tranquille	48	-	-	7 639	0 %	2 620	248,29 €	4%
Saumur fines bulles	6 192	5 997	171,32 €	32 557	-17 %	6 742	171,29 €	10%
Crémant de Loire	14 166	14 031	205,71 €	60 251	-17 %	14 699	205,29 €	13%
Vouvray fines bulles	725	450	NS	4 219	21 %	1 050	225,75 €	7%
Rosé d'Anjou	7 458	6 825	170,59 €	44 450	-30 %	13 521	169,80 €	8%
Cabernet d'Anjou	15 522	15 076	193,58 €	115 666	-9 %	29 154	192,14 €	5%
Rosé de Loire	523	318	NS	12 536	-16 %	3 117	141,81 €	22%
Anjou Rouge	121	121	160,00 €	715	-6 %	451	166,01 €	-23%
Saumur Rouge	-	-	-	40	-67 %	40	NS	-
Saumur Champigny	373	310	191,29 €	4 165	-24 %	2 575	200,59 €	2%
Touraine Rouge	1 329	1 172	153,55 €	6 644	-41 %	2 777	161,48 €	28%
Chinon Rouge	1 323	1 165	232,13 €	8 650	-32 %	5 553	203,25 €	27%
St Nicolas de Bourgueil Rouge	1 792	1 566	179,54 €	8 578	32 %	7 327	173,64 €	-2%
IGP Val de Loire Blanc Sauvignon	4 014	3 944	183,08 €	30 759	-32 %	8 079	158,74 €	42%
IGP Val de Loire Blanc Chardonnay	3 088	3 083	182,86 €	19 304	11 %	4 615	163,20 €	42%
IGP Val de Loire Blanc Autres blancs	386	246	NS	3 735	-46 %	1 526	148,39 €	17%
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Gamay noir	909	761	100,27 €	3 739	41 %	2 012	89,32 €	10%
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Autres	1 414	877	106,43 €	15 249	-15 %	3 306	106,93 €	4%
VSIG Blancs	527	ND	102,27 €	4 449	-85 %	ND	84,77 €	28%
VSIG Rouges	184	ND	128,24 €	3 442	25 %	ND	55,02 €	-23%
VSIG Rosés	327	ND	64,79 €	3 223	-62 %	ND	57,93 €	2%

(1) Volume total (ensemble des vins + raisins + moûts)

(2) vin en vrac (sous contrat à prix fixe pour l'Anjou-Saumur-Touraine)

ND : non disponible

NS = Non significatif (si <3 contrats sur la période)

- = Pas de contrats sur cette période

NB : la précocité de la récolte 2020 a induit un décalage dans la saisonnalité des contrats. Les variations entre N et N-1 doivent être interprétées en connaissance.

IPAMPA

Le prix des intrants bondit

L'indice du prix d'achat des intrants augmente fortement durant ce trimestre : 3,7 % en octobre, 1,7 % en novembre et 1 % en décembre, soit + 17,2 % en année glissante.

Le prix du pétrole brut s'établit à un niveau élevé pendant ce trimestre : le prix du Brent atteint 83,54 \$/baril au mois d'octobre en moyenne, 81,05 \$/baril au mois de novembre puis 74,17 \$/baril au mois de décembre. Le prix de l'énergie et lubrifiants est impacté par ces hausses (+ 9,2 % en octobre, + 1,5 % en novembre et - 2 % en décembre) et s'établit à + 30,8 % en glissement annuel.

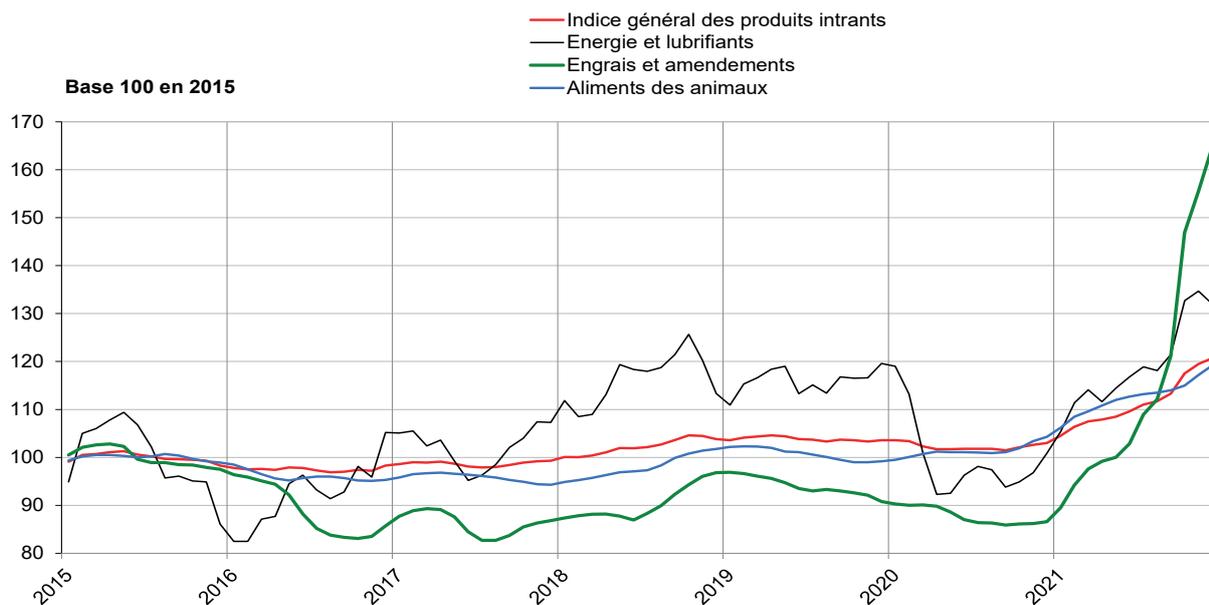
Le prix des engrais et amendements explose depuis un an (+ 90,3 %). En un trimestre, ce prix s'est valorisé de + 36 %, soit + 21,2 % en octobre, + 5,9 % en novembre et + 5,9 % en décembre. La flambée des prix des engrais azotés est la conséquence de celle de l'ammoniac produit à partir du gaz naturel. Cette crise touche aussi l'approvisionnement : le déficit d'engrais azotés pourrait affecter l'assolement des céréales et les rendements correspondants.

Les prix de l'aliment pour animaux augmentent de manière continue depuis septembre 2020 et pour ce trimestre (+ 0,9 % en octobre, + 1,9 % en novembre et + 1,7 % en décembre). En année glissante, l'alimentation animale

voit son coût progresser de 14,3 %. Ce sont les aliments à base de céréales qui connaissent la plus forte augmentation (+ 21,2 % en année glissante).

Les prix des biens d'investissement (matériel, ouvrage) augmentent sur ce quatrième trimestre (+ 0,4 % en octobre, + 1,3 % en novembre et + 0,2 % en décembre). Sur l'année, l'indice progresse de 9,4 %. Sur le dernier trimestre, le prix des matériels de cultures et de récolte s'est apprécié de près de 4 %.

Graphique 1 - Indice des prix d'achat des moyens de production agricole France (2015 – 2021)



Source : Insee - Agreste

Conjoncture animale

Bovins mâles de 8 à 24 mois : une demande forte de JB alors que les animaux manquent

Les faibles disponibilités en JB et le niveau des cotations ont contribué à anticiper les sorties des ateliers d'engraissement, avec pour conséquences une raréfaction de l'offre et un allègement des carcasses (422 kg/animal de septembre à décembre). La pénurie s'est donc amplifiée : les derniers mois de l'année (à partir de septembre) enregistrent en effet une baisse des tonnages abattus dans la région, pour un total annuel (61 700 tec en 2021) proche de ceux constatés lors des années 2019 et 2020. L'ensemble du marché européen connaît une situation comparable, ce qui fait grimper les prix dans tous les États membres. Les cotations progressent de façon assez régulière et soutenue depuis la fin juillet et se stabilisent à des niveaux inhabituellement élevés en décembre : le JB viande U affiche en fin d'année (semaine 52) 4,59 €/kg de carcasse, le JB viande R est à 4,42 €/kg alors que le JB mixte O cote lui 3,75 €/kg.

Vaches : une offre et des abattages qui structurellement se réduisent d'année en année et des cotations entrée abattoir particulièrement bien orientées

Contrairement à la tendance saisonnière habituelle, les cotations des vaches poursuivent leur hausse à l'automne et en début d'hiver. La demande des abatteurs, impactée par la pénurie de jeunes bovins, la décapitalisation structurelle bovine (laitière et allaitante), le dynamisme de la consommation en viande hachée et le renchérissement des importations contribuent à soutenir les prix de toutes les catégories de vaches. La cotation de la vache U a terminé l'année à 4,88 €/kg de carcasse et celle de la vache R à 4,38 €/kg. Les catégories mixte O et lait P enregistrent des dynamiques comparables pour respectivement terminer l'année à 3,74 €/kg et 3,43 €/kg. Malgré un rebond en novembre et décembre, le bilan 2021 des abattages régionaux de vaches est, cette année encore, avec

86 700 tec, orienté à la baisse, en vaches laitières (52 400 tec) comme en vaches allaitantes (34 300 tec).

Broutards : stagnation des cotations au cours du trimestre... à des valeurs bien orientées pour la période

A l'opposé des cotations observées depuis le début de l'année 2021, les cours des broutards affichent lors du dernier trimestre 2021 des niveaux supérieurs à la difficile fin d'année 2020 et aux moyennes quinquennales. Toutefois, ces cotations stagnent malgré la hausse des cours des JB européens. La rentrée en bâtiment, synonyme d'augmentation des disponibilités en bovins maigres, a été plus tardive en 2021 que d'habitude. Cette progression saisonnière des disponibilités ne s'est donc pas traduite par une baisse des cours : ceux du mâle Charolais U de 300 kg cotaient 2,82 €/kg vif en début de trimestre et 2,79 en fin d'année, soit + 10-15 cts par rapport aux moyennes quinquennales pour cette période. Les exportations ont été dynamiques vers l'Italie et les pays tiers (vers Israël notamment) ; elles sont néanmoins en recul vers l'Espagne. Les envois de mâles de plus de 300 kg ont reculé tandis que les exportations de femelles de plus de 300 kg et de bovins de 160-300 kg ont progressé.

Veaux de boucherie : des volumes de production maîtrisés et des cotations à un niveau assez élevé pour une fin d'année

La hausse saisonnière des cours a été marquée à partir du mois de septembre sachant qu'après deux années de crise pour la filière, les mises en place ont été très prudentes en 2021. L'offre se révèle donc en léger recul, alors que la demande est soutenue à l'automne. Dans un contexte de hausse généralisée des coûts de production, cette hausse des cotations est plus que bienvenue pour les éleveurs. En effet, après une hausse ininterrompue depuis mi 2021, la cotation de la poudre de lactosérum doux s'est stabilisée entre les semaines 49 et 52 à un niveau jamais égalé ces dernières années. Le prix de la poudre

maigre a également atteint des niveaux record. L'IPAMPA des autres aliments (céréales et substituts protéiques pour veaux) a également augmenté ainsi que les coûts de l'énergie. Les abattages régionaux cumulés de veaux sont en 2021 proches de 3 300 tec, à l'image des tonnages 2019 et 2020, mais en-deçà de ceux des années antérieures. La prudence des mises en place a donc permis de maîtriser l'offre. La production en tec se maintient grâce à des poids moyens mensuels de carcasse assez conséquents en fin d'année (144-149 kg) alors que les effectifs 2021 abattus dans la région traduisent une érosion lente.

Le marché français du petit veau laitier est morose du fait d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, récurrent à cette période de l'année. Le pic automnal des naissances est passé. En décembre, les mises en place sont souvent plus modérées dans les ateliers de veaux de boucherie français, en prévision d'une consommation de viande de veau qui diminue avec l'arrivée des beaux jours. Les Espagnols continuent toutefois d'acheter des veaux laitiers français qui mobilisent moins de trésorerie que des animaux plus âgés de type broutard.

Lait de vache : baisse de la production, mais valorisation des cours

La production laitière en Pays de la Loire termine l'année sur une note négative. Les livraisons sont en baisse de 0,7 % entre les quatrièmes trimestres 2020 et 2021. Sur l'année, la collecte recule de 1,3 % comparativement à celle de l'année précédente. La situation est commune à l'ensemble des départements et plus particulièrement, en Vendée et dans la Sarthe. A l'instar des autres bassins laitiers de l'Ouest, la réduction du cheptel de ces dernières années se fait de plus en plus sentir au niveau de la production. Par ailleurs, l'augmentation des charges d'alimentation pèse davantage dans les élevages. Malgré un ralentissement de la tendance en mai, ces coûts repartent fortement à la hausse en fin d'année (+ 10 % entre 2020 et

2021) et participent à une baisse de la productivité. En effet, la tendance est à la diminution des concentrés dans les rations, composante importante de l'alimentation hivernale, afin d'amortir la hausse des charges. Le ralentissement de l'offre disponible permet une revalorisation des cours qui se confirme depuis avril. Ainsi, le prix moyen payé au producteur (407 €/1 000 l) sur le quatrième trimestre s'apprécie de 6,8 % sur un an. En cumulé depuis janvier, il progresse de 3,9 % par rapport à celui de 2020, à 385 €/1 000 l.

La collecte de lait bio est toujours aussi dynamique en Pays de la Loire malgré un tassement observé en fin d'année (+ 8,6 % entre les quatrièmes trimestres 2020 et 2021). En cumulé depuis janvier, les livraisons de lait bio augmentent de 16 % sur un an (15 % entre 2019 et 2020). Elles représentent 7 % de la production laitière régionale (13 % pour la Loire-Atlantique). Toutefois, la situation est préoccupante en raison de la stagnation de la demande. L'afflux de lait bio gonfle les excédents et entraîne des déclassements en lait conventionnel. Sur le dernier trimestre, le prix moyen payé au producteur (500 €/1 000 l) recule de 2 % sur un an. Sur l'année, il est inférieur de 0,6 % à celui constaté en 2020 (475 €/1 000 l).

A l'échelle nationale, la production laitière se replie de 2,6 % entre les quatrièmes trimestres 2020 et 2021. En cumulé depuis janvier, elle est en retrait de 1,5 % par rapport à celle de l'an dernier. Dans l'ensemble des bassins producteurs, la faible qualité des fourrages, le recul du cheptel et la hausse des coûts de l'alimentation expliquent cette situation. Cette accélération du déficit de l'offre se traduit par une revalorisation générale du prix du lait, malgré des disparités entre laiteries. Ainsi, sur les trois derniers mois de l'année, le prix moyen du litre de lait (410 €/1 000 l) s'apprécie de 6,5 % entre 2020 et 2021. Sur l'année, le prix moyen payé au producteur (388 €/1 000 l) gagne 4 % au regard de celui observé en 2020. La transformation de produits laitiers est davantage orientée vers la fabrication de fromages et de crème. Le manque de matière première entraîne une baisse des fabrications de poudre de lait et de beurre dont les cours repartent à la hausse.

La collecte française de lait bio est

toujours dans une tendance haussière. Entre octobre et décembre 2021, les volumes augmentent de 5,6 % sur un an (+ 9 % entre 2020 et 2021). Les disponibilités sont toujours supérieures à la demande. L'accroissement continu de la collecte pèse sur le marché et conduit, de plus en plus souvent, à un déclassement du lait bio en conventionnel. Pour l'instant, la hausse des prix du lait standard en limitent le coût. Le prix moyen payé au producteur bio (504 €/1 000 l) baisse de 2,7 % sur les trois derniers mois de l'année entre 2020 et 2021. Annuellement, il s'affiche à 479 €/1 000 l, soit un recul de 0,8 % d'une année sur l'autre. La baisse de la consommation de produits laitiers bio se confirme et concerne toutes les catégories. La perte de parts de marchés inquiète la filière pour l'avenir.

En Europe, la collecte laitière décroche nettement en fin d'année. Sur l'année, elle stagne par rapport à celle de 2020. Les principaux pays producteurs (Allemagne et Pays-Bas) affichent un net reflux de leur production tandis que l'Irlande et l'Italie conservent une croissance dynamique. En raison d'une production bio plus modérée de ces pays et d'une demande plus en adéquation avec ses volumes, la valorisation du litre de lait en Europe poursuit sa progression.

Ovins : l'offre maîtrisée tire les cours vers les sommets à partir de la fin août

Alors qu'en France, l'approvisionnement semble avoir été assez bien ajusté à la demande pour les fêtes de fin d'année, l'équilibre des marchés a été plus compliqué dans d'autres pays. Malgré un léger rebond des importations de viande ovine en novembre, l'offre française est restée modeste à l'approche des fêtes de fin d'année. La production française est en léger recul comparée à 2020. Dans ce contexte, la cotation entrée abattoir des agneaux s'est envolée fin 2021, dépassant la barre historique des 8 €/kg à partir de la semaine 50 (soit le niveau le plus élevé depuis 20 ans). Ces cours élevés permettent d'amortir la flambée des prix des intrants qui continue d'impacter les coûts de production. En novembre 2021, l'IPAMPA ovin viande atteignait 119 points (+13,6 points/2020). A

l'échelle nationale, le dynamisme des importations d'agneaux vivants a presque contrebalancé la nouvelle baisse de sorties des élevages français. Dans la région, les volumes annuels abattus en 2021 atteignent 4 900 tec, en hausse par rapport à 2020 et 2019 (et aux autres années passées). A l'échelon national, les abattages sont nettement plus stables au cours de la décennie (80-85 000 tec/an). La consommation pour l'année 2021, calculée par bilan, affiche une nouvelle baisse. Le niveau du disponible d'origine française, historiquement faible, demeure préoccupant.

Lait de chèvre : une fin d'année moins enthousiaste

D'octobre à décembre, la collecte ligérienne de lait de chèvre est en hausse de 0,5 % par rapport à celle de 2020 à période comparable. Le bilan annuel est positif avec une production cumulée en croissance de 1,9 % entre 2020 et 2021. La production est soutenue par la valorisation intéressante du prix du lait. Toutefois, la hausse continue du coût des matières premières, notamment de l'alimentation, pèse sur la conduite des élevages. Le prix moyen payé au producteur (937 €/1 000 l) gagne 4 % entre les derniers trimestres 2020 et 2021. En cumul depuis janvier, il augmente de 4,6 % par rapport à celui de l'année précédente.

Au niveau national, la production de lait de chèvre est toujours aussi dynamique malgré un tassement entre octobre et décembre (- 0,3 % entre 2020 et 2021). D'une année sur l'autre, les volumes collectés depuis janvier sont stables (+ 0,7 %). Le contexte du renchérissement des coûts liés à l'alimentation impacte la productivité française. En outre, la qualité des fourrages est très hétérogène en raison de conditions de récolte estivale, parfois compliquées. En raison d'une amélioration de la composition du lait tout au long de l'année et particulièrement au quatrième trimestre, le prix du lait de chèvre est en progression. Ainsi, le prix moyen annuel payé au producteur progresse de 2,2 % entre 2020 et 2021. Toutefois, il compense difficilement la hausse des charges de cette année. Face à la réduction de la consommation des ménages, qui pâtit de la réouverture

de la restauration hors domicile, la fabrication de fromage de chèvre est en repli. Seuls les fromages bio ou AOP maintiennent une tendance positive. La part des importations ne cesse de diminuer pour devenir désormais une variable d'ajustement au profit de la ressource laitière française.

Porc : des cours à un niveau bas, un coût de l'alimentation en hausse entraînent une forte réduction des marges

Le cours du porc se stabilise à la fin du trimestre. La cotation porcine (cotation entrée abattoir, classe S, TMP \geq 60 %, Centre Ouest) ouvre le trimestre à 1,49 €/kg et le ferme à 1,47 €/kg. Le cours moyen du dernier trimestre s'établit à 1,46 €/kg, c'est 4,8 % en-dessous du cours du même trimestre 2020 et 7,3 % en-dessous de la moyenne quinquennale 2016-2020.

Les filières européennes font face à des manques de main-d'œuvre qui impactent les secteurs de l'abattage et de la logistique. Les cours européens sont également restés stables durant la fin d'année et se placent en-deçà de la référence française.

Les tonnages de viandes de porc charcutier abattus (en tec) diminuent sur le dernier trimestre par rapport au dernier trimestre 2020, en Pays de la Loire (- 4,3 %) ainsi qu'en Bretagne (- 0,5 %) et sur la France (- 0,5 %). Comparé au trimestre précédent, les abattages ligériens augmentent (+ 1,9 %) ainsi que ceux de Bretagne (+ 0,4 %).

Le solde commercial des échanges de viandes porcines devient défavorable en volume et en valeur pendant ce quatrième trimestre 2021. Le volume des importations s'alourdit alors que celui des exportations stagne. Les quantités de viandes porcines exportées à destination des pays tiers (en particulier la Chine) sont en nette décélération par rapport au reste de l'année.

La consommation de porc des ménages résidents en France diminue légèrement pendant le dernier trimestre 2021 comparativement au trimestre précédent avec des prix de détail en hausse notamment pour les viandes fraîches. Selon le Panel Kantar, les achats des ménages ont diminué de 0,2 % pour la charcuterie et de 7 % pour

le porc frais. Le jambon (+ 2,3 %), les lardons, poitrines, bacons, boudins, pâtés et saucissons connaissent un regain d'achat.

En revanche, la consommation totale de porc, consommation à domicile et hors domicile, repart à la hausse après une érosion depuis la crise du Covid. En novembre 2021, en cumul annuel, la consommation brute a progressé en volume de 1,1 %, la consommation hors domicile reprenant du terrain.

Le coût des intrants augmente très fortement sur le dernier trimestre (+ 6,5 %) et s'établit à plus de 17,2 % en année glissante. Selon l'IPAMPA France entière, le coût de l'énergie augmente de 8,6 %, le prix des engrais et amendements de 36 % et le prix de l'aliment porcin de 6,2 % par rapport au troisième trimestre. La situation économique des éleveurs se dégradant durant ce trimestre, la marge brute des éleveurs naisseurs engraisseurs atteint un plancher bas : 857 €/troupe/an au mois de décembre 2021 (contre 848 €/troupe/an au mois d'octobre).

Le contexte de la filière porcine est morose. La menace de la peste porcine africaine se rapproche. Un accord de zonage est signé avec la Chine : en cas de survenue d'un foyer de PPA en France, les exportations peuvent se poursuivre depuis les départements indemnes.

Aviculture : une progression des abattages portée par les poulets et les canards

Au quatrième trimestre 2021, comme au cours des deux trimestres précédents, les abattages de volailles de chair sont en progression en Pays de la Loire. Sur l'ensemble de l'année, les volumes abattus retrouvent leur niveau de 2019, avec une augmentation globale de 3 % par rapport à 2020. La dynamique est contrastée selon les espèces : hausse des abattages de poulets et de canards (gras et à rôti), stabilité en cailles et dindes, recul en pigeons et pintades. En France, les abattages de volailles sont en repli de 2 %.

En 2021, en poids, les abattages régionaux de **poulets** augmentent de 3 % par rapport à 2020 (et de + 1,5 % en France). Tous les trimestres ont vu les abattages progresser. Deux sites ont fermé en 2021 : Sofral à Lassay-

les-Châteaux (53) et les Volailles Elie Freslon à Saint-Jean-de-Monts (85). La progression de 6 % des volumes régionaux abattus en poulets standard compense le recul de ceux sous signe de qualité (-5 %). De même, en France, l'augmentation des abattages en poulet standard équilibre le repli de ceux en poulet de qualité et poulet export. Sur les onze premiers mois de l'année, les exportations nationales de viandes de poulet sont massivement orientées vers l'Union européenne (Pays-Bas, Allemagne, Espagne) alors qu'elles reculent vers les pays tiers (Arabie Saoudite, Afrique Sub-saharienne, Asie). Les importations progressent également, notamment en provenance du Royaume-Uni, de Belgique et de Pologne.

Par rapport à 2020, après un bon démarrage en début d'année, les abattages régionaux de **dindes** baissent de 4 % au quatrième trimestre 2021. Sur l'ensemble de l'année, les abattages régionaux sont stables, alors qu'ils reculent en France. Les deux abattoirs du groupe LDC, en Sarthe et Vendée, concentrent la quasi-totalité de l'activité régionale. Le volume annuel abattu reste proche de sa moyenne quinquennale. Sur onze mois 2021, les exportations de viandes de dinde sont en recul de 6 % (vers l'Espagne notamment), tandis que les importations progressent de 6 %. Malgré une baisse en fin d'année, le niveau national des stocks de viande de dinde reste supérieur à celui de l'année 2020. Les mises en place de dindonneaux dans les élevages ont baissé de 6 % sur les onze premiers mois de l'année.

En 2021, les abattages régionaux de canards sont en hausse de 9 %, après une année 2020 en fort recul (-17%). En **canards à rôti**, les Pays de la Loire assurent toujours plus de la moitié des abattages nationaux. En baisse aux deux premiers trimestres, l'activité a fortement progressé ensuite. Sur l'année, les volumes abattus augmentent de 8 %, en Pays de la Loire comme en France. La Vendée concentre près des deux tiers des animaux abattus dans la région. Après un premier trimestre en recul, les mises en place nationales des canetons dans les élevages ont sensiblement augmenté. Les achats des ménages en filets de canard progressent en 2021. En fin d'année, les stocks nationaux de

viande de canard à rôtir sont au plus bas. En **canards gras**, depuis mars, les volumes régionaux abattus sont plus élevés que ceux (bas) de 2020. Sur l'année, ils lui sont supérieurs de 10 % mais restent en-dessous du niveau 2019. Avec des abattages en net recul dans les ex-régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, les Pays de la Loire concentrent 30 % des abattages nationaux. La baisse des abattages nationaux, - 18 % en 2021, s'inscrit dans un contexte sanitaire tendu avec la propagation de l'Influenza aviaire depuis novembre.

Au premier semestre, les abattages régionaux de **pintades** étaient en repli de 18 % par rapport à 2020. La légère hausse observée au second semestre ne compense pas ce recul avec, au final, une baisse de 6 % sur l'année. La tendance nationale est similaire, la région concentrant plus des trois quarts des animaux abattus. Les mises en place nationales de pintadeaux dans les élevages se stabilisent au bas niveau de l'an dernier, inférieur de 20 % aux années précédentes. Depuis 2018, la consommation de pintade et les achats des ménages sont en baisse.

En 2021, la région concentre 87 % des abattages nationaux de **pigeons** et 54 % de ceux de **cailles**. L'année précédente, ces filières ont particulièrement souffert des contraintes sanitaires limitant les débouchés en restauration hors domicile et à l'export, avec des abattages en recul marqué. En 2021, si les abattages de cailles arrivent à se maintenir au bas niveau de 2020, ceux des pigeons baissent encore de 7 %. Concernant les autres volailles festives, les abattages régionaux de **chapons et poulardes**, concentrés à 80 % en décembre, sont stables depuis cinq ans. La moitié des abattages nationaux se fait dans la région.

En volaille, l'alimentation représente plus de la moitié des charges. En 2021, du fait de la hausse généralisée des matières premières, les indices du coût de **l'aliment pour volailles** calculés par l'ITAVI (Institut technique de l'Aviculture) sont en hausse quasi continue. Sur l'année, les indices moyens 2021 sont supérieurs de 25 à 29 % à ceux de 2020. En 2021, la fabrication d'aliments composés pour volailles est en recul, pour la troisième année consécutive (- 1 %). Les indices de prix à la production de toutes les volailles de chair sont en progression continue en 2021. En décembre, ils sont supérieurs aux niveaux de décembre

2020 et aux moyennes quinquennales de 4 à 17 % selon l'espèce.

Sur dix mois 2021, les volumes d'**achats en volailles** des ménages sont en baisse de 6 % par rapport à 2020, année faste pour la consommation de volaille à domicile (+ 9 % par rapport à 2019). La quasi-totalité des produits sont concernés par ce recul : poulet, dinde, magrets de canard, pintade, élaborés et charcuterie de volaille.

Œufs : baisse des achats des ménages après une année 2020 favorable

La production nationale d'œufs de consommation calculée par modèle est estimée à 15,7 milliards d'unités en 2021, un niveau supérieur de 4 % à celui de 2020. L'augmentation est portée par les modes d'élevage alternatifs.

Après des cotations de début d'année plutôt basses, la TNO moyenne, indicateur du cours de l'œuf coquille, a retrouvé à l'été son niveau de l'année précédente. De août à décembre, elle progresse, atteignant des niveaux très supérieurs à ceux, particulièrement faibles, du dernier trimestre 2020. En décembre, à 9,35 € les cent œufs, le cours est supérieur de 63 % à celui de 2020. En fin d'année, le marché est bien orienté, tiré par une demande soutenue, et les échanges sont dynamiques. Sur l'année, la TNO est supérieure à celle de 2020 et à la moyenne quinquennale. Le marché des œufs de consommation reste cependant déséquilibré avec une production bio en excès.

Comme pour les autres volailles, l'indice ITAVI de l'aliment est en hausse depuis l'été, du fait de l'augmentation des matières premières composant l'aliment des poules pondeuses. En décembre, l'indice a progressé de + 17 % sur un an et de + 35 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les centres de conditionnement et les industriels subissent également une forte poussée de charges d'emballage et de transport. Sur onze mois 2021, les achats d'œufs par les ménages français sont en recul de 10 % en volume par rapport à 2020. Cette baisse s'inscrit après une année 2020 particulièrement favorable (+ 11 % par rapport à 2019). Le repli concerne tous les produits : œufs cage (- 23 %), mais aussi œufs biologiques (- 8 %) ou de plein air (- 4 %).

Sur la période, les exportations d'œufs coquille vers l'Union européenne sont en hausse de 4 % en volume. La

baisse des importations est de 34 % en volume et concerne l'ensemble des destinations. Pour les échanges d'ovoproduits alimentaires avec l'UE, les exportations sont en hausse de 8 % et les importations se stabilisent.

Cuniculture : abattages et consommation toujours en baisse, mais cotations élevées

Les six abattoirs de lapins du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Normandie et Poitou-Charentes) concentrent près des trois quarts des abattages nationaux. En 2021, les abattages se replient de 8 % par rapport à 2020, dans la continuité des années précédentes. Par rapport à la moyenne quinquennale 2016-2020, la baisse est de 20 %.

Après avoir progressé jusqu'au début avril, le cours national du lapin vif départ élevage a débuté sa baisse saisonnière jusqu'à l'été. De fin août à fin novembre, comme chaque année, les cours repartent à la hausse, avec des niveaux sensiblement supérieurs à ceux de 2020. Au final, sur l'année, la cotation moyenne dépasse de presque 5 % celle de 2020. Au second semestre 2021, l'indice mensuel des prix à la production du lapin reste supérieur de 10 à 12 % à sa moyenne quinquennale. De son côté, après avoir baissé de mars à septembre, l'indice ITAVI de l'aliment pour lapins est en hausse au dernier trimestre. En 2021, la production d'aliments composés pour lapins est en recul de 3 %.

Sur la période janvier-octobre 2021, avec des prix de vente au consommateur en hausse, les volumes d'achats des ménages en lapin frais sont en repli de 3 %, plus marqué sur le lapin entier. Sur les onze premiers mois de l'année, les exportations de viande de lapin sont en baisse de 15 %. Cette baisse concerne chacune des principales destinations européennes (Italie, Belgique, Allemagne, Espagne). Les importations sont en recul de 27 %.

Commerce extérieur régional

En 2021, le solde commercial des produits agroalimentaires reste négatif

En 2021, tous produits confondus, les exportations ligériennes s'élèvent à 18,6 milliards d'€ et sont en progression par rapport à 2020, année d'échanges fortement impactés par la crise sanitaire. En valeur, l'export agricole et agroalimentaire progresse de 18 % par rapport à 2020. Il représente 23 % des exportations régionales en 2021 (contre 22 % en 2020 et 17 % en 2019 et 2018).

En 2021, les exportations des **produits agricoles bruts** s'élèvent à 1 225 M€, en hausse de 19 % par rapport à 2020 et de 30 % par rapport à la moyenne quinquennale 2016-2020. Les céréales et oléagineux représentent plus de la moitié de ces montants (56 %) ; viennent ensuite les légumes (18 %), puis les volailles vivantes et œufs et les fruits. Les produits de la culture et de l'élevage se situent, en valeur, au quatrième rang des produits exportés, comme en 2020.

Avec 3 102 M€, les exportations des **produits transformés** progressent pareillement : + 18 % par rapport à 2020. C'est le montant le plus élevé depuis dix ans, juste après celui de l'année 2015. L'export est à la hausse dans tous les secteurs, notamment en huiles et graisses végétales et animales, boulangerie-pâtisserie industrielle et, dans une moindre mesure, en produits laitiers et viandes. En 2021, les montants exportés augmentent dans tous les départements. Du fait des spécificités de productions, la hausse est marquée en Loire-Atlantique et Vendée.

De leur côté, les montants des importations des produits transformés progressent aussi (+ 15 %). Le solde commercial des produits agroalimentaires régionaux reste négatif, comme depuis 2018, mais se réduit de moitié par rapport à 2020.

Industries agroalimentaires

Suite à une forte progression d'activité en novembre, le secteur agroalimentaire connaît une légère baisse d'activité en décembre. La demande demeure soutenue.

Industries des viandes

les coûts des matières premières poursuivent leur hausse, avec une répercussion partielle sur les prix des produits finis. La production est en baisse en octobre, en hausse en novembre puis en baisse en décembre. La demande est en baisse en octobre, en hausse pour le reste du trimestre. Les carnets de commande sont orientés à la baisse.

Industrie de la boulangerie-pâtisserie et pâtes

les coûts des matières premières poursuivent leur hausse, avec un ajustement partiel sur les prix des produits finis uniquement en novembre. La production et la demande sont en baisse en octobre, en hausse en novembre puis en baisse en décembre.

Le point du trimestre

Appels à projet et appels à manifestation d'intérêt du Programme d'Investissements d'Avenir et de France 2030 en cours dans la thématique alimentation :

- Appel à manifestation d'intérêt «Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires»

Présentation du dispositif : cet appel à manifestation d'intérêt doit permettre de faire émerger des projets territoriaux agissant pour une alimentation saine, durable, performante et structurée entre les acteurs locaux. Regroupant notamment des acteurs du secteur agricole et agroalimentaire sur un territoire donné, l'objectif est de déployer des projets d'innovations, tant technologiques qu'organisationnelles, en s'appuyant sur le numérique, la robotique, la génétique, le biocontrôle, les nouvelles sources de protéines végétales, la fermentation ou encore l'économie circulaire. Les démonstrateurs permettront, après une phase d'ingénierie approfondie, d'accompagner la mise en œuvre des expérimentations et innovations en conditions réelles.

Dates de clôture :

Relève 1 : 01/06/2022

Relève 2 : 02/12/2022

- Appel à projet : « Répondre aux besoins alimentaires de demain »

Présentation du dispositif : Cet appel à projets doit permettre de concrétiser le changement d'échelle d'une solution, de la conception à l'industrialisation et jusqu'à la commercialisation. Qu'elles apportent des bénéfices en terme de santé, de nutrition ou de respect de l'environnement, tous les acteurs portant des solutions permettant de répondre aux défis alimentaires de demain sont appelés à participer. Il s'agit notamment de favoriser l'émergence de leaders technologiques dans le secteur FoodTech. Les projets individuels ou collaboratifs attendus doivent proposer des solutions innovantes.

Date de clôture : 08/06/2022 à 12h (midi heure de Paris)

Ainsi que l'ensemble des appels à projet et appels à manifestation d'intérêt du Programme d'Investissements d'Avenir et de France 2030 en cours dans la thématique innovation des entreprises, industries et services :

<https://www.gouvernement.fr/innovation-des-entreprises-industrie-et-services-0>

Les entreprises en bref

Sources : AGRAAlimentation, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, L'Anjou agricole, lettre de l'API d'octobre à décembre 2021

Loire-Atlantique

Soutenue par France relance à hauteur de 150 k€, la **Laiterie du Val d'Ancenis**, l'un des sept sites du groupe Laïta, investit 1,25 M€ dans la modernisation de son atelier de fabrication de fromages. Elle transforme chaque jour un million de litres de lait collectés auprès de 680 éleveurs installés dans un rayon de 80 km. Elle produit du beurre, des fromages à pâte molle et de la poudre de lait pour l'industrie agroalimentaire. 60 % de la production de pâtes molles sont destinés à l'export, vers plus de cent pays. L'investissement principal concerne l'achat d'une nouvelle machine multiformats qui permettra de proposer plusieurs conditionnements de fromages.

Au premier semestre 2021, **Tipiak** enregistre un chiffre d'affaires en progression de 2,6 %, à 87,7 M€. Le résultat opérationnel revient légèrement dans le positif, soit 0,2 M€, tandis que la perte est divisée par deux, soit - 0,5 M€. Le secteur sec (épicerie et panification) affiche une baisse de -8,4 % par rapport à 2020 où les ventes avaient fortement progressé en raison du premier confinement sanitaire, tandis que le secteur froid (produits traiteurs pâtisseries et plats cuisinés surgelés) progresse de 14,2 %. Le groupe (1 300 salariés, 7 usines) indique avoir engagé 5,6 M€ d'investissements industriels sur un programme annuel arrêté à 12,9 M€, essentiellement pour de nouvelles lignes de conditionnement, l'amélioration de la productivité et l'évolution des systèmes d'information.

Lancée cet été à Pénestin, l'usine de **Mussella** (2 M€ d'investissements) décortique et surgèle les petites moules de 34 producteurs de Loire-Atlantique, Bretagne et Normandie. L'usine de 630 m² traite 200 kg de moules/heure et vise les 400 kg/h. Sur l'ensemble de la production française, ces petites moules représentent environ 20 000 tonnes et de 20 à 60 % de la production selon les gisements. Les moules sont distribuées par Ecomiam. Mussella emploie cinq intérimaires d'avril à janvier et pourrait en compter une quinzaine pour la valorisation des jus de cuisson et des coquilles.

Saka Spirits, petite entreprise située à Port-Saint-Père et spécialisée dans

les rhums améliorés de fleurs depuis 2018, souhaite poursuivre sa dynamique de croissance. La PME travaille avec **Bercloux** (17) pour l'import et la distillation de rhum et un producteur local pour les fleurs. Sa gamme s'est étendue en 2021 avec l'arrivée d'un rhum au CBD, ainsi que sa production, passant de 15 000 bouteilles en 2020 à 22 000 ou 23 000 en 2021. **Saka Spirits** a déjà recruté trois salariés en plus de deux associés actifs. Trois recrutements sont prévus en 2022 pour appuyer le développement en France et en Europe et viser un chiffre d'affaires d'1 M€.

La Fromagerie **Beillevaire** (500 salariés), basée à Machecoul, va fournir les yaourts de la nouvelle carte des bars TGV Inoui. Elle vendait déjà ses yaourts à l'extrait de vanille à la compagnie ferroviaire nationale et lui fournira désormais en plus des yaourts à la crème de marrons bio. Privée de plus de la moitié de son activité export et de presque toute celle liée aux marchés durant les premiers mois du covid-19, la fromagerie a pu tourner la page et affiche un chiffre d'affaires de 100 M€ contre 60 M€ en 2020.

Les Nouveaux Fermiers (50 salariés), entreprise spécialisée dans les analogues de viande, a décidé de changer de nom après trois ans d'existence pour devenir **HappyVore** en raison de l'agacement des milieux agricoles. Par ailleurs, l'entreprise a lancé cet automne des analogues végétaux de lardons sans gras.

Piveteau (70 salariés, 12 M€ de CA) basé à Montbert au sud de Nantes a été racheté par le groupe **Lechef premium** (230 salariés, 43 M€ de CA) installé près d'Agen (47). Piveteau est spécialisé dans la production de salaisons et charcuteries et s'appuie notamment sur la **Cavac** pour se fournir localement. En 2015, l'entreprise avait investi près de 4 M€ pour porter la surface de son site de production de 2 600 à près de 4 000 m². Le groupe Lechef premium produit des jambons cuits ou secs, des terrines et des spécialités. Il était déjà présent dans l'Ouest via la **Charcuterie du Blavet** (56).

Huddle Corp (10 salariés) est une jeune entreprise spécialisée dans la nutrition animale. S'appuyant sur des procédés

innovants, son objectif est de stimuler les performances zootechniques des cheptels tout en améliorant les résultats économiques des éleveurs et en réduisant les déchets non digérés. **Huddle Corp** achève l'aménagement d'un bâtiment de 1 500 m² à Saint-Herblain. La société y implantera une première ligne de production d'aliments pour alevins en éclosiers. Le process devrait être livré à la rentrée 2022 et demandera encore plusieurs mois d'essais. L'investissement global s'élève à 3 M€. En 2020, **Huddle Corp**, lauréate récente de France relance, avait obtenu 1,5 M€ auprès du fonds Demeter puis 1,5 M€ début 2021 auprès de Bpifrance, à raison d'1 M€ d'avance remboursable et de 500 k€ de subventions. L'entreprise vise un développement européen et même international et prépare une nouvelle levée de fonds en 2022.

Maine-et-Loire

Placée en redressement judiciaire fin 2020, la coopérative **France champignon** avait été rachetée en février 2021 par le groupe **Bonduelle**. Les sites de culture, transformation et logistique ont été repris mais pas le siège situé à Saumur, conduisant au licenciement de 17 personnes. Aujourd'hui, la société emploie 470 salariés. Elle produit 45 000 tonnes de champignons en conserve, 7 000 tonnes en surgelé, et 2 500 tonnes en frais. La relance passe par une baisse de la production de conserve et une augmentation des prix de vente auprès de la grande distribution. L'entreprise est capable de produire jusqu'à 70 000 tonnes de conserves. Elle en produit 45 000 aujourd'hui et songe donc à se diversifier avec d'autres légumes.

Grand Saloir Saint Nicolas, spécialisé dans la fabrication et distribution de produits frais charcutiers et traiteurs, cherche 450 saisonniers pour préparer les fêtes de fin d'année. Les postes concernent les parties production et logistique à Saint-Florent et Mesnil-en-Vallée. Le site de Saint-Florent emploie 80 salariés permanents pour 3 650 tonnes en 2020 et vient de faire l'objet d'une extension de 4 000 m² pour préparer près de 100 000 colis/jour contre 70 000 précédemment. Grand Saloir Saint Nicolas, également connue sous la marque Loste Tradi-France, est

une filiale de **CA Traiteur et Salaisons** (1 700 salariés). Le groupe a récemment repris Ilgo (25 salariés), un grossiste spécialisé dans l'achat et la revente de produits de charcuterie cuite et d'une gamme de produits traiteurs basé à Gonesse (95).

La Coopérative Agricole des Pays de la Loire (CAPL) (200 à 230 M€ de CA) investit 15 M€ dans la construction à Longué-Jumelles d'un nouvel outil industriel de 22 000 m² dédié principalement au quinoa, pour prendre le relais du site de Brissac, saturé et enclavé dans le tissu urbain de cette localité. Ce nouvel outil aura pour vocation de réceptionner, nettoyer, calibrer, stocker et ensacher jusqu'à 10 000 tonnes de graines alimentaires, principalement du quinoa mais aussi d'autres petites graines. Très mécanisé, il emploiera 10 personnes et disposera d'une capacité deux fois supérieure à celle du site de Brissac. Les graines seront conditionnées en sacs de 5 kg, 20 kg et en big bag. La filière du quinoa d'Anjou mobilise 400 agriculteurs sur 2 000 hectares. La récolte a culminé à 4 000 tonnes en 2020 et à 3 500 tonnes en 2021.

Porcismauges, abattoir et atelier de découpe multi-espèces à Baupréau, en activité depuis 2010, travaille avec 450 éleveurs de porcins et ovins. La société investit 2,5 M€ pour augmenter ses capacités d'abattage et créer une activité de conserverie. L'abattoir a bénéficié d'une aide de 780 k€ dans le cadre du plan France relance. 4 à 5 salariés devraient être embauchés dans les trois ans.

Mayenne

Le groupe **Lactalis** (21,1 Mrd de CA en 2021) a racheté les fromages **Leerdammer** au groupe **Bel**, ce qui lui permet de s'implanter industriellement aux Pays-Bas. Dans ce cadre, Lactalis sort quasi intégralement du capital de Bel, où il était présent depuis 30 ans. Bel récupère près de 1,6 million d'actions détenues par Lactalis (soit 23,16 % de son capital). Leerdammer collecte un peu plus de 750 millions de litres de lait auprès de 950 éleveurs. Pour Bel, qui a absorbé en 2016 le spécialiste des compotes **MOM**, l'opération s'inscrit dans une stratégie de réduction de la part des produits d'origine animale dans son portefeuille.

Créé il y a 4 ans, **L'atelier du ferment** (9 salariés) produit du kéfir de fruits à Courbeville. La société est désormais

référéncée dans 700 magasins Biocoop et auprès du grossiste Biodis et devrait commercialiser 100 000 bouteilles en 2021. L'atelier de 100 m² devient trop étroit, l'entreprise prévoit de déménager à côté de Laval dans une surface de 600 m² où 600 k€ devraient être investis pour multiplier les capacités de production par 5. Accompagnée par le fonds Phinoe, la société a bénéficié d'une aide de 10 000 € et d'un prêt d'honneur de 20 000 € pour ce changement d'échelle. La société dispose d'un système de consigne depuis ses débuts qui fonctionne dans près de 200 magasins Biocoop. Un travail de recherche sur le kéfir est mené en partenariat avec l'Inra de Rennes pour améliorer les connaissances sur ce produit. L'atelier du ferment vient également de remporter l'appel à projets Résolutions des Pays de la Loire, pour lancer une filière de valorisation de ses co-produits : des fruits et des plantes fermentées, aujourd'hui compostées, mais qui pourraient servir à la filière animale ou cosmétique.

L'entreprise **Easy-barf.com** (28 salariés), implantée à Gorrion depuis 2018 et spécialisée dans les aliments pour animaux composées majoritairement de viandes crues, va augmenter son espace de production de 400 m² et son espace de stockage de 3 000 m², sur la période 2022-2023. L'investissement sera de 3,424 M€, soutenu au titre de l'aide départementale à l'immobilier d'entreprise à hauteur de 35 k€.

Sarthe

LDC acquiert **Capestone** (32 M€ de CA), au Pays de Galles, via une prise de participation majoritaire de 75 %. Spécialisée dans la volaille plein-air et bio, cette entreprise détient environ 7 % des parts de ce marché au Royaume-Uni. La société dispose également d'une activité festive importante avec des dindes de Noël plein-air et bio.

La coopérative **Les Fermiers de Loué** agrandit son usine d'alimentation animale **Alifel** (92 M€ de CA en 2020) située à Loué. L'investissement compris entre 2,5 et 3 M€, soutenu à hauteur d'1 M€ au titre du dispositif France relance, permettra une augmentation de 20 % des capacités de stockage. L'objectif est d'encourager les producteurs à cultiver des plantes tels que le pois, le lupin voire le soja afin d'atteindre une production de

protéagineux à 100 % locale.

Marie (1 270 salariés), filiale de **LDC**, s'achemine vers 280 M€ de chiffre d'affaires sur l'exercice qui sera clos fin février contre 258 M€ l'an dernier. La dernière tranche d'un programme d'investissement industriel de 25 M€ déployé sur cinq ans s'achève à Sablé-sur-Sarthe, site comptant 320 salariés et fabriquant des plats cuisinés frais. L'augmentation des capacités se poursuivra ensuite sur le site de Viriat (01) où 10 M€ seront investis. Ces investissements permettent aussi de poursuivre la stratégie de montée en gamme des produits et la réduction de la pénibilité des postes. Au-delà de ces investissements, la société poursuit ses objectifs d'améliorer la qualité des ingrédients, d'augmenter la part des emballages recyclables et de réduire les consommations d'eau, de gaz et d'électricité de 10 %.

La charcuterie **Thiol** (57 salariés), implantée en Mayenne, est reprise par la charcuterie **Prunier** (34 M€ de CA, 150 salariés) qui fabrique des spécialités charcutières haut de gamme. Cette reprise marque la fin d'un chapitre compliqué pour l'entreprise, qui était au cœur d'un plan de sauvegarde, amorcé par la perte de son agrément en 2018 pour tromperie sur la marchandise, avec un arrêt brutal de la production.

Vendée

Fleury Michon (735 M€ de CA, 3 800 salariés) programme des investissements à hauteur de 120 M€ sur cinq ans. Le groupe souhaite, notamment par l'intermédiaire de sa filiale **Room Saveurs**, devenir la première plateforme de commande en ligne de repas pour les entreprises. Le groupe s'appuiera également sur des partenaires traiteurs d'entreprises. Un autre volet d'investissement concerne l'amélioration de la performance sur le référencement des produits de distribution du drive. Les GMS représentent 90 % des ventes de Fleury Michon. Sur le plan écologique, les investissements pour augmenter le conditionnement en barquette bois et réduire l'utilisation du plastique vont se poursuivre. Le groupe va aussi accélérer sur les gammes de charcuterie sans nitrites et élargir les gammes en lien avec des grands noms de la cuisine.

Vent des Saveurs (34 salariés, 3,7 M€ de CA), basée à Talmont-Saint-Hilaire et spécialisée dans les plats cuisinés,

investit 4 M€ pour s'agrandir. Les locaux devraient passer de 2 500 à 4 000 m², les travaux d'extension devraient débuter en 2023 pour une exploitation en 2024. Avec environ 40 recettes, l'entreprise propose des déclinaisons adaptées à ses différentes clientèles : marques distributeurs (Picard, Thiriet, Maximo, etc.), grande distribution et magasins bio, grossistes pour la restauration hors domicile, particuliers... Par ailleurs, la société a bénéficié d'une aide de 48 k€ issue du fonds de revitalisation de Michelin pour réaliser ses recrutements.

Le groupe **Atom food** (20 M€ de CA, 250 salariés), basé aux Sables d'Olonne, veut intensifier sa production de petits biscuits, fabriqués par l'entreprise **Goulibeur** (4,5 M€ de CA, 28 salariés) située à Poitiers. Un investissement de 250 k€, soutenu à hauteur de 68 k€ par le plan France relance, a été réalisé sur le site pour diminuer la pénibilité et augmenter la productivité. En parallèle, le groupe envisage d'investir 1,5 M€ pour construire une extension de 1 000 m² pour s'équiper d'une nouvelle ligne dédiée à la production de petits produits, augmentant d'un tiers ses capacités. Le groupe a fait en 2020 l'acquisition de la Brasserie de **Bellefois** (1,5 M€ de CA, 6 salariés), au nord de Poitiers, et envisage de se renforcer

dans la production de bières artisanales en Vendée.

Laurent Mauray cède **Rolmer**, société basée à Challans et spécialisée dans la préparation et la commercialisation du poisson ultra-frais, à Eric Levet. Pour cette opération, il est accompagné par le fond d'investissement Frenchfood capital. En croissance régulière, la PME (150 salariés) prévoit d'atteindre cette année un chiffre d'affaires de 24 M€ (9,2 M€ en 2013) réalisé en quasi-totalité avec la grande distribution.

La charcuterie **Petitgas** (300 salariés, 70 M€ de CA) crée, à Apremont en 2022, un bâtiment de 400 m² pour centraliser et rénover ses installations de froid, afin de réduire sa consommation d'énergie, de l'ordre de 20 à 25 %. Parallèlement, l'entreprise collabore avec deux start-up pour imaginer les emballages de demain. L'entreprise travaille également sur l'utilisation de ses déchets et valorise les jus de viande dans une unité de méthanisation. Par ailleurs, une trentaine d'embauches en CDI sont prévues en 2022.

Le Groupe **Gendreau** (650 salariés, environ 135 M€ de CA), historiquement axé autour des métiers de la conserverie de poissons, poursuit sa politique

d'acquisition et de diversification. Il vient de prendre une participation minoritaire chez **Soléane** (entre 20 et 60 salariés selon la saison) à Nieulle-Dolent, spécialisé dans les salades composées, cups et tartinades apéro. Gendreau a également acquis fin septembre **Biofood Touraine** (30 salariés), entreprise spécialisée dans la fabrication de salades fraîches, sandwiches, wraps et produits apéro, vendus au rayon frais des grandes surfaces spécialisées bio.

Le groupe **Cavac** a consolidé sa situation financière sur l'exercice 2020-21 clos en juin dernier, avec un chiffre d'affaires stable à 1,034 Md€ malgré la mauvaise récolte céréalière (- 25 %). Les filiales ont représenté la moitié du résultat. Le Covid a eu un effet favorable sur les jardinerias (+ 18 %) et sur la filiale Biofib'isolation (+ 26 %). Cette dernière, qui produit des isolants à base de chanvre, atteint donc son point de saturation. Le groupe confirme ainsi son intention d'investir « plusieurs dizaines de millions d'euros » pour tripler ses capacités de production grâce à la construction d'une unité de production devant être opérationnelle fin 2023 ou début 2024 à Sainte-Hermine.

Liste des annexes à télécharger

Cotations des céréales et oléoprotagineux
Cotations fruits et légumes
Viticulture - Observatoire économique du Val de Loire
IPAMPA
IPPAP
Abattages des animaux (bétail, volailles et lapins)
Cotations animales (bétail, volailles, lapins et oeufs)
Livraison de lait et prix du lait

Ont participé à l'élaboration de ce document :

A la une : B. Jacquemin

Contexte météorologique : A. Piha

Productions végétales : J.C. Bouhier, S. Emeriau, L. Faguet, P. Guérin, A. Kéters, S. Marchand, A. Piha, et A. Prudo (SRISE)

IPAMPA : O. Grosmesnil (SRISE)

Productions animales et commerce extérieur : O. Grosmesnil, O. Jean, B. Robert et V. Salaün (SRISE)

IAA : C. Berchon (SREAF)

Coordination : A. Piha (SRISE)



STATISTIQUE
PUBLIQUE

www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67 516 - 44 275 NANTES cédex 5
Tél. : 02 72 74 72 64 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Armand Sanséau
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédactrice en chef : Hélène Guillard
Rédaction : DRAAF
Composition : Isabelle Laurens
ISSN 2725-7150 - Dépôt légal : à parution
© Agreste 2022